



Intervention manifestation 2 février 2006

**Frédéric LAURENT
Secrétaire UD CGT Vaucluse**

Aujourd'hui 2 février 2006, nous voilà nombreux dans la rue, pour nos salaires, et pour l'emploi public.

Après les dernières parodies de négociations avec le ministre Jacob, les questions salariales, comme celles de l'emploi restent entières.

Les propositions salariales en l'état ne répondent pas aux attentes des salariés de la fonction publique.

Ce sont au total 1,2 % en moyenne sur les 14 mois de janvier 2006 à février 2007 qui sont proposés alors que les prévisions d'inflation pour la même période sont de l'ordre de 2 %, sans parler du contentieux des années passées....

En effet, en plus des 0,5 % au 1^{er} juillet 2006 et des 0,5 % au 1^{er} février 2007, le ministre ne propose qu'un point d'indice, soit 4 euros 50 bruts mensuels - au 1^{er} novembre 2006.

Nous sommes loin des 1.8% pour 2006 et du contentieux 2000/2004 qui représente 5%.

En outre le volet social ne porte que sur la Fonction publique d'État et exclut donc les 2 400 000 agents des fonctions publiques territoriales et hospitalière, 21000 pour le Vaucluse.

Quant au volet statutaire, il écarte la perspective d'une refonte globale de la grille et ne comporte que des mesures partielles et catégorielles.

A ces quelques miettes proposées lors de la dernière séance vient se greffer la circulaire du Premier Ministre du 19 janvier préconisant de nouvelles et massives réductions d'emplois dans la Fonction publique pour 2007, alors qu'il manque cruellement d'effectifs pour assurer les missions de service public.

Les maigres et insuffisantes concessions du Gouvernement ont été lâchées sous la pression du rapport de force et notamment de la perspective de la journée d'action du 2, qui doit avoir des déclinaisons et des prolongements dans les établissements en interpellant toutes les directions.

La mobilisation la plus large doit se développer pour refuser les réductions de moyens de fonctionnement des services publics que le gouvernement veut imposer.

Cette mobilisation doit être un moment important dans la vie du pays, du département pour s'opposer catégoriquement aux logiques financières qui provoquent déréglementation et affaiblissement des services publics, en un mot, restrictions budgétaires, suppressions de l'offre publique.

Les secteurs et services publics fragilisés ne pourront sous la contrainte de rentabilité financière exercer leurs missions et répondre efficacement aux besoins des populations et aux exigences du développement économique.

Les français restent fortement attachés au service public mais condamnent leurs défaillances par manque de moyens. L'amélioration de la qualité et plus de moyens doivent conduire d'autres orientations pour une meilleure réponse aux besoins.

Décidément, l'heure est plus que jamais à la mobilisation la plus large et la plus unitaire, comme nous l'avons réussie aujourd'hui dans le Vaucluse avec nos camarades de la CFDT, de FO, de la FSU, de l'UNSA, rejoint par les lycéens de l'UNL, et les étudiants de l'UNEF.

Pour la CGT, la coupe est plus que pleine !

La journée interprofessionnelle d'actions d'avant hier 31 janvier sur les salaires et l'emploi, les mobilisations à venir, le 7 février contre le contrat première embauche, la manifestation du 14 février unitaire et européenne, à Strasbourg pour mettre en échec la directive Bolkestein sur les services, sont autant d'étapes qui se complètent pour construire le rapport de forces de haut niveau dont nous avons besoin pour gagner sur nos revendications.

Les fonctionnaires et agents publics, comme tous les autres salariés ont toute leur place dans ce processus, ils doivent décider démocratiquement de faire monter le rapport de force, de construire une mobilisation générale.

C'est dans ce cadre que se situe résolument cette journée du 2 février. Dans l'unité qui s'est forgée autour de la revendication salariale, elle est l'occasion de réaffirmer nos exigences en matière salariale et de défense de l'emploi public pour la défense du statut de la fonction publique, pour mieux servir les usagers.

La CGT exige :

- La réouverture immédiate de véritables négociations associant l'ensemble des organisations représentatives des agents de la Fonction Publique
- La garantie du maintien du pouvoir d'achat, le rattrapage du contentieux salarial et une refonte globale et ambitieuse de la grille indiciaire
- Des mesures sociales et statutaires bénéficiant à l'ensemble des agents des trois versants de la Fonction Publique
- La création des emplois publics nécessaires au développement d'un service public répondant aux besoins de la population et l'arrêt immédiat des réductions d'emplois.

C'est ce message là que la CGT portera lors de l'audience en préfecture, en délégation unitaire.